



Communiqué de presse

Conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan : les civils pris pour cible

Genève, le 7 octobre 2020. Handicap International condamne les bombardements dans le Haut-Karabakh et l'utilisation illégale de bombes à sous-munitions, armes interdites par la Convention d'Oslo depuis 2008.

Alma Al Osta, notre responsable plaidoyer pour le désarmement s'exprime à ce sujet : "Le conflit dans le Haut-Karabakh est le dernier exemple en date montrant comment les bombardements en zones urbaines affectent les civils. Alors que le conflit s'intensifie, les belligérants utilisent des bombes lourdes, tuant et blessant des civils, détruisant des infrastructures vitales... Nous condamnons les bombardements et les pilonnages - et également l'utilisation de bombes à sous-munitions qui sont des armes interdites - qui ont des conséquences humanitaires dévastatrices sur les civils. Une déclaration politique internationale forte contre les bombardements en zones peuplées est nécessaire de toute urgence."

Bombarder les civils ce n'est pas la guerre, c'est un crime !

Plus que jamais notre combat contre le bombardement des civils est d'actualité. Nous sommes au cœur de l'élaboration d'une déclaration politique pour protéger les civils dans les zones de guerre et fournir une assistance aux victimes.

La Suisse est membre d'un groupe de 12 Etats qui travaille sur cette déclaration. Forte de sa tradition humanitaire et dépositaire des Conventions de Genève, le gouvernement suisse doit jouer un rôle de leader dans ce groupe pour faire aboutir le processus. Les suisses sont invités à porter leur voix en interpellant leurs Conseillers nationaux à travers [une page web dédiée](#).

L'utilisation d'armes explosives lourdes au sein des villes dans le conflit au Haut-Karabakh doit cesser

Lisez la déclaration du Réseau international sur les armes explosives dont nous faisons partis.



Déclaration d'INEW

L'utilisation d'armes explosives lourdes au sein des villes dans le conflit au Haut-Karabakh doit cesser

5 octobre 2020

L'utilisation d'armes explosives lourdes dans les villes de Ganja et Stepanakert, ainsi que dans d'autres zones peuplées, dans le conflit du Haut-Karabakh, a tué et blessé de nombreux civils et détruit des infrastructures vitales.

Le réseau INEW appelle toutes les parties au conflit à cesser d'utiliser des armes explosives lourdes dans les villes et dans les zones peuplées en raison du risque élevé de dommages contre les civils et du risque d'augmentation du nombre de victimes civiles.

Selon le Comité international de la Croix-Rouge, des centaines de maisons et d'infrastructures – dont des hôpitaux, des écoles, des routes, des réseaux d'électricité, de gaz et de communication – ont été détruits ou endommagés par des tirs d'artillerie lourde et par des attaques aériennes utilisant des missiles, obligeant les familles à fuir les villes et à trouver un abri.

Chaque année, des dizaines de milliers de civils sont tués et blessés par des bombardements et des pilonnages en zones urbaines et dans des zones peuplées, employant des armes conçues pour des champs de bataille ouverts. De nombreux civils souffrent de blessures qui changent leur vie et subissent les conséquences de la destruction des maisons, hôpitaux, écoles et services vitaux. L'utilisation d'armes explosives est également l'une des principales causes des déplacements forcés de populations, les civils fuyant pour se mettre à l'abri. Les munitions non explosées laissées sur place après un conflit entravent leur retour en toute sécurité.

Les bombardements et les pilonnages dans ces villes mettent en évidence la nécessité de nouvelles règles internationales contre l'utilisation des armes explosives lourdes dans les villes. Ces dernières ont des effets sur une vaste zone : elles produisent un effet de souffle ou projettent des fragments sur un large périmètre. Certaines tirent des munitions multiples qui couvrent une vaste zone, comme les systèmes de fusées à lancements multiples. D'autres encore sont imprécises et leurs effets s'étendent au-delà de leur cible. Lorsqu'elles sont utilisées dans des villes et des agglomérations avec une concentration de populations, le risque de dommages aux civils est grand.

Plus de 100 pays ont reconnu les dommages sur les civils causés par l'utilisation des armes explosives dans les villes, les villages et autres zones peuplées. Les États ont entamé des discussions sur l'élaboration de nouvelles normes internationales afin d'adopter des règles plus strictes contre les attaques à l'aide d'armes explosives lourdes dans les villes et autres zones peuplées, sous la direction de l'Irlande. INEW appelle les États à contribuer à l'élaboration d'une déclaration politique contre l'utilisation des armes explosives à large rayon d'impact en zones peuplées.

A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.



Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi. En 2019, HI a obtenu le Label Ideas, garant de la qualité de sa gouvernance, de sa gestion financière et du suivi de l'efficacité de ses actions.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.